SV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 43.196/2
DU 6 JUIN 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 30 mai 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "fixant les règles pour l'octroi d'une réduction pour les dépenses faites en vue d'acquérir un véhicule qui émet au maximum 115 grammes de CO_2 par kilomètre et un véhicule diesel équipé d'origine d'un filtre à particules", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"L'urgence est motivée par le fait :

- les présentes dispositions sont applicables aux dépenses faites pour acquérir un véhicule visé à partir du 1er juillet 2007;
- ces mesures, insérées dans la loi-programme du 27 avril 2007, ne pouvaient être exécutées plus rapidement dans la mesure où il convenait de déterminer les moyens adéquats d'administrer la preuve du respect des normes prescrites en vue de bénéficier de la réduction en question;
- l'administration fiscale devait mettre en place les moyens de contrôles appropriés;
- cet arrêté doit être porté à la connaissance des personnes intéressées dans les plus brefs délais;
- le secteur automobile doit également connaître sans retard les modalités d'application des présentes dispositions afin que tous les vendeurs soient informés de leurs obligations lors de la vente de véhicules visés par les présentes mesures;
- qu'il conviendrait dès lors que l'avis soit rendu de manière urgente."

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Dispositif

Article 3

Il serait plus clair de préciser que la demande de remboursement doit être introduite "par le fournisseur" au service mentionné dans la disposition.

Article 5

Il serait plus clair de rédiger le début de la phrase comme suit :

"Les réductions sur la facture en application de l'article 147, § 1er, de la même loi-programme ne donnent droit au remboursement demandé par le fournisseur que si la facture … "

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour les articles 6 et 7.

Intitulé du chapitre 2

Dans le texte français, il faut écrire :

"Décision sur la demande" au lieu de "Décision à la demande."

Article 9

Il y a lieu de remplacer les alinéas 2 et 3 par un seul alinéa rédigé comme suit : "La décision doit être notifiée au plus tard ... (la suite comme à l'alinéa 2)".

Article 10

1. Le Conseil d'État se demande pourquoi seule une pièce ou une déclaration "manifestement" inexacte peut donner lieu à une révision.

2. La première phrase du dernier alinéa serait mieux rédigée comme suit :

"Lorsque la décision de révision porte sur un remboursement déjà effectué, le fournisseur doit restituer la somme qu'il a reçue majorée des intérêts au taux légal au profit du Trésor, calculés par mois civil."

Article 12

À l'alinéa 1er de la mention qui doit figurer dans la décision, il y a lieu de supprimer la dernière phrase.

En effet, dans l'hypothèse à laquelle se rapporte l'article 12, le fournisseur se voit notifier une décision sur sa demande de remboursement et il n'y a plus lieu de l'informer des droits qu'il aurait eus s'il n'avait pas reçu cette notification.

Article 14

À la deuxième ligne du texte français, il manque le mot "le" avant le mot "fonctionnaire".

Annexe au projet d'arrêté royal

1. Il y a lieu d'indiquer avant l'alinéa 1er, la phrase qui figure à la page 3 de l'annexe sous le titre "I. Identification du fournisseur", à savoir : "La demande doit être introduite par le fournisseur du véhicule pour lequel une réduction sur facture est octroyée."

Il y a lieu d'indiquer ensuite ce qui est prévu à l'alinéa 1er : "La demande doit être introduite par mois de calendrier". Cette phrase serait suivie de la phrase suivante : "La demande contient les mentions suivantes".

2. Dans le tableau figurant sous le titre II de la page 1, il y a lieu de compléter la colonne "prix de vente" en ajoutant "T.V.A. comprise" (comme le précise la section IV de la page 3).

3. Dans le tableau III de la page 2, la colonne "prix de vente" manque et ce titre doit être complété comme indiqué à propos du tableau II.

4. Les sections II et III de la page 3 doivent être présentées comme des notes (1) et (2) se rapportant respectivement à la section II de la page 1 et à la section III de la page 2; un appel de note devrait figurer à la suite du titre de chacune de ces sections et la page 3 pourrait être intitulée "notes explicatives".

5. La section IV de la page 3 est inutile si la colonne "prix de vente" des tableaux I et II est complétée comme indiqué plus haut.

6. La première phrase de la section VI de la même page fait double emploi avec la section VI de la page 2. La seconde phrase reproduit l'article 148 de la loi-programme du 27 avril 2007, précitée, et est inutile. Cette rubrique doit être supprimée.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J. KIRKPATRICK,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

SV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.196/2
VAN 6 JUNI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 mei 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de regels voor de toekenning van een korting voor de verwerving van een voertuig met een maximale uitstoot van 115 gram CO_2 per kilometer en van een dieselvoertuig standaard uitgerust met een roetfilter", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003 moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus:

"L'urgence est motivée par le fait :

- les présentes dispositions sont applicables aux dépenses faites pour acquérir un véhicule visé à partir du 1er juillet 2007;
- ces mesures, insérées dans la loi-programme du 27 avril 2007, ne pouvaient être exécutées plus rapidement dans la mesure où il convenait de déterminer les moyens adéquats d'administrer la preuve du respect des normes prescrites en vue de bénéficier de la réduction en question;
- l'administration fiscale devait mettre en place les moyens de contrôles appropriés;
- cet arrêté doit être porté à la connaissance des personnes intéressées dans les plus brefs délais;

- le secteur automobile doit également connaître sans retard les modalités d'application des présentes dispositions afin que tous les vendeurs soient informés de leurs obligations lors de la vente de véhicules visés par les présentes mesures;
- qu'il conviendrait dès lors que l'avis soit rendu de manière urgente."

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 3

Het zou duidelijker zijn te vermelden dat het de "leverancier" is die de aanvraag tot terugbetaling moet indienen bij de dienst die in de bepaling wordt genoemd.

Artikel 5

Het zou duidelijker zijn het begin van de zin als volgt te stellen:

"De kortingen op factuur met toepassing van artikel 147, § 1, van dezelfde programmawet geven pas recht op de door de leverancier aangevraagde terugbetaling als de factuur afgegeven door ... "

Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor de artikelen 6 en 7.

Opschrift van hoofdstuk 2

In de Franse tekst schrijve men:

"Décision sur la demande" in plaats van "Décision à la demande".

Artikel 9

Het tweede en het derde lid moeten worden vervangen door één lid, dat als volgt wordt gesteld: "De beslissing moet ter kennis worden gebracht uiterlijk ... (voorts zoals in het tweede lid).

Artikel 10

1. De Raad van State vraagt zich af waarom alleen een "manifest" onjuist document of "manifest" onjuiste verklaring aanleiding kan geven tot een herziening.

2. De eerste zin van het laatste lid zou beter als volgt worden gesteld:

"Wanneer de beslissing tot herziening betrekking heeft op een reeds terugbetaalde korting, moet de leverancier het door hem ontvangen bedrag terugbetalen, verhoogd met de per kalendermaand berekende, wettelijke interest ten bate van de Schatkist."

Artikel 12

In het eerste lid van de tekst die in de beslissing moet worden vermeld, moet de laatste zin worden geschrapt.

.../...

In het geval waarop artikel 12 betrekking heeft, wordt de leverancier immers in kennis gesteld van een beslissing over zijn aanvraag tot terugbetaling en is er geen reden meer om hem in kennis te stellen van rechten die hij zou hebben gehad als hij die kennisgeving niet had gekregen.

Artikel 14

Op de tweede regel van de Franse tekst ontbreekt het woord "le" voor het woord "fonctionnaire".

Bijlage bij het ontwerp van koninklijk besluit

1. Vóór de eerste alinea moet de zin komen die staat op bladzijde 3 van de bijlage onder het opschrift "I. Identificatie van de leverancier", namelijk: "De aanvraag moet worden ingediend door de leverancier van de voertuigen waarvoor de korting op factuur wordt verleend."

Daarna moet de tekst van de eerste alinea komen: "De aanvraag moet per kalendermaand worden ingediend". Daarop zou de volgende zin moeten volgen: "De aanvraag bevat de volgende gegevens".

2. In de tabel die onder titel II op bladzijde 1 staat moet de kolom "Verkoopprijs" worden aangevuld met de woorden "inclusief btw" (zoals staat op bladzijde 3, punt IV).

3. In tabel III op bladzijde 2 ontbreekt de kolom "Verkoopprijs". De benaming van die kolom moet worden aangevuld zoals aangegeven in verband met tabel II.

4. De punten II en III op bladzijde 3 moeten toelichtingen (1) en (2) worden bij respectievelijk punt II van bladzijde 1 en punt III van bladzijde 2; na het opschrift van elk van die punten zou naar de respectieve toelichting moeten worden verwezen en bladzijde 3 zou het opschrift "Toelichtingen" kunnen krijgen.

5. Punt IV op bladzijde 3 wordt overbodig als de kolom "Verkoopprijs" van de tabellen I en II wordt aangevuld zoals hierboven is beschreven.

6. De eerste zin van punt VI op bladzijde 3 overlapt punt VI van bladzijde 2. De tweede zin geeft artikel 148 van de voormelde programmawet van 27 april 2007 weer en is overbodig. Die rubriek moet vervallen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M.	BAGUET,	
de Heer	J.	KIRKPATRICK,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B.	VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door M. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT, staatsraad.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS